

Rapport du commissaire à l'assemblée générale de North Sea Wind CV pour l'exercice clos le 31 décembre 2020

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire de la société North Sea Wind CV (« la Société »). Ce rapport inclut notre opinion sur le bilan au 31 décembre 2020, le compte de résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ainsi que les annexes formant ensemble les « Comptes Annuels » présentés sous le format du modèle abrégé, et inclut également notre rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires. Ces rapports constituent un ensemble et sont inséparables.

Nous avons été nommés commissaire par l'assemblée générale du 29 mai 2019, conformément à la proposition de l'organe d'administration. Notre mandat vient à l'échéance à la date de l'assemblée générale qui délibérera sur les Comptes Annuels au 31 décembre 2020. Nous avons exercé le contrôle légal des Comptes Annuels durant 2 exercices consécutifs.

Rapport sur l'audit des Comptes Annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des Comptes Annuels de North Sea Wind CV, comprenant le bilan au 31 décembre 2020, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à € 16.072.481 et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de € 679.898.

A notre avis, les Comptes Annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2020, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique et présentés sous le format du modèle abrégé.

Fondement de notre opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (International Standards on Auditing - « ISAs »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Nos responsabilités pour l'audit des Comptes Annuels » du présent rapport.

Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui sont pertinentes pour notre audit des Comptes Annuels en Belgique, y compris celles relatives à l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit et nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de l'organe d'administration dans le cadre de l'établissement des Comptes Annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des Comptes Annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique en utilisant le modèle abrégé et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique ainsi du contrôle interne que l'organe d'administration estime nécessaire à l'établissement de Comptes Annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Dans le cadre de l'établissement des Comptes Annuels, l'organe d'administration est chargé d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités, ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Nos responsabilités pour l'audit des Comptes Annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Comptes Annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit effectué selon les normes ISAs permettra de toujours détecter toute anomalie significative lorsqu'elle existe. Des anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles puissent, individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des Comptes Annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des Comptes Annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des Comptes Annuels ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la Société ni quant à l'efficacité ou l'efficacités avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la Société. Nos responsabilités relatives à l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé selon les normes ISAs, nous exerçons notre jugement professionnel et nous faisons preuve d'esprit critique tout au long de l'audit. Nous effectuons également les procédures suivantes:

- ▶ l'identification et l'évaluation des risques que les Comptes Annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, la définition et la mise en œuvre de procédures d'audit en réponse à ces risques et le recueil d'éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie provenant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la

collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- ▶ la prise de connaissance suffisante du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- ▶ l'appréciation du caractère approprié des règles d'évaluation retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations fournies par l'organe d'administration les concernant;
- ▶ conclure sur le caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les Comptes Annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Néanmoins, des événements ou des situations futures pourraient conduire la Société à cesser son exploitation;
- ▶ évaluer la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Comptes Annuels, et apprécier si ces Comptes Annuels reflètent les transactions et les événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons à l'organe d'administration, notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité, ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de la Société.

Responsabilités du Commissaire

Dans le cadre de notre mandat de commissaire et conformément à la norme belge complémentaire (Révisée) aux normes internationales d'audit (ISAs) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans tous les aspects significatifs, le rapport de gestion, ainsi que le respect de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

A notre avis, après avoir effectué nos procédures spécifiques sur le rapport de gestion, le rapport de gestion concorde avec les Comptes Annuels et ce rapport de gestion a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des Comptes Annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base des renseignements obtenus lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des Comptes Annuels et nous sommes restés indépendants vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.

Les honoraires pour les missions supplémentaires qui sont compatibles avec le contrôle légal des Comptes Annuels visés à l'article 3:65 du Code des sociétés et des associations ont été

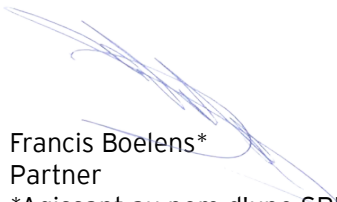
correctement déclarés et ventilés dans les annexes aux Comptes Annuels.

Autres mentions

- ▶ Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- ▶ L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- ▶ Nous n'avons pas connaissance d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés et des associations qui devrait être mentionnée dans notre rapport.
- ▶ Dans le cadre de l'article 6:115 du Code des sociétés et des associations nous avons établi le rapport d'examen limité joint en annexe relatif au test d'actif net. Nous avons évalué les données comptables et financières reprises dans le rapport de l'organe d'administration dans le cadre de la distribution décidée par l'assemblée générale du 14 mai 2020 conformément à l'article 6:116 du Code des sociétés et des associations et avons transmis notre conclusion à l'organe d'administration.

Gand, le 22 avril 2021

EY Réviseurs d'Entreprises SRL
Commissaire
Représentée par



Francis Boelens*
Partner
*Agissant au nom d'une SRL

21FB0198

Verslag van de commissaris aan de raad van bestuur van de besloten vennootschap North Sea Wind CV inzake de historische en prospectieve boekhoudkundige en financiële gegevens opgenomen in het verslag van het bestuursorgaan

Overeenkomstig artikel 6:116 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, de statuten van North Sea Wind ("de Vennootschap") en in onze hoedanigheid van commissaris brengen wij hierbij verslag uit over de historische en prospectieve boekhoudkundige en financiële gegevens, opgenomen in het hierbij gevoegde verslag van het bestuursorgaan per 21 oktober 2020, en opgesteld op grond van het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel.

Verantwoordelijkheid van het bestuursorgaan voor het opstellen van de historische en prospectieve boekhoudkundige en financiële gegevens opgenomen in het hierbij gevoegde verslag van het bestuursorgaan

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het opstellen van de financiële en prospectieve boekhoudkundige en financiële gegevens, opgenomen in haar verslag, en de door haar aangenomen veronderstellingen. Dit verslag bevat tevens de basis voor de besluitvorming dat North Sea Wind na de voorgestelde uitkering van een dividend aan de aandeelhouders ten bedrage € 29.530,81 in staat zal blijven haar schulden te voldoen naarmate deze opeisbaar worden over een periode van ten minste 12 maanden na de datum van de uitkering. Overeenkomstig artikel 6:116 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen is het bestuursorgaan verantwoordelijk voor de beslissing tot effectieve uitbetaling van de uitkering.

Verantwoordelijkheid van de commissaris

Onze verantwoordelijkheid bestaat erin een conclusie te formuleren over de vraag of

- De historische financiële en boekhoudkundige gegevens die vermeld staan in het bijzonder verslag van het bestuursorgaan in alle van materieel belang zijnde aspecten opgesteld zijn overeenkomstig de door de vennootschap gehanteerde waarderingsregels zoals blijkt uit de laatst goedgekeurde jaarrekening;
- De historische en prospectieve boekhoudkundige en financiële gegevens die vermeld staan in het bijzonder verslag van het bestuursorgaan opgesteld zijn overeenkomstig de door het bestuursorgaan aangenomen veronderstellingen; en
- Deze veronderstellingen een redelijke basis vormen voor de prospectieve boekhoudkundige en financiële gegevens.

Wij spreken ons geenszins uit over het geschikt karakter van de uitkering, noch over de vraag of de uitkering kan gebeuren.

Als deel van onze werkzaamheden passen wij professionele oordeelsvorming toe en handhaven wij een professionele-kritische instelling. Tevens evalueren wij de geschiktheid van de gehanteerde grondslagen voor financiële verslaggeving en de redelijkheid van de door het bestuursorgaan gemaakte veronderstellingen en van de daarop betrekking hebben de inlichtingen.

De reikwijdte van onze opdracht is aanzienlijk geringer dan die van een opdracht tot het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid over de historische en prospectieve boekhoudkundige en financiële gegevens die als basis voor de liquiditeitstest werden gebruikt.

Om die reden stelt onze opdracht ons niet in staat zekerheid te verkrijgen dat wij kennis zullen krijgen van alle aangelegenheden van materieel belang die naar aanleiding van een controle mogelijk worden onderkend.

Bijgevolg brengen wij geen oordeel met een redelijke mate van zekerheid tot uitdrukking.

Aangezien de prospectieve boekhoudkundige en financiële gegevens en de veronderstellingen waarop deze zijn gebaseerd betrekking hebben op de toekomst en daarom beïnvloed kunnen worden door onvoorziene gebeurtenissen, brengen wij geen oordeel tot uitdrukking over de vraag of de gerapporteerde eigenlijke resultaten zullen overeenkomen met die opgenomen in de toekomstige financiële informatie en de verschillen kunnen van materieel belang zijn.

Conclusie

Op basis van onze werkzaamheden is er niets onder onze aandacht gekomen dat ons ertoe aanzet van mening te zijn dat:

- de historische financiële en boekhoudkundige gegevens die vermeld staan in het bijzonder verslag van het bestuursorgaan niet in alle van materieel belang zijnde opzichten, is opgesteld in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel.
- de prospectieve boekhoudkundige en financiële gegevens die vermeld staan in het bijzonder verslag van het bestuursorgaan niet opgesteld zijn overeenkomstig de door de bestuursorgaan aangenomen veronderstellingen, en
- deze veronderstellingen geen redelijke basis vormen voor de prospectieve boekhoudkundige en financiële gegevens.

De gebruikte veronderstellingen, die aan de projecties ten grondslag liggen, zullen naar alle waarschijnlijkheid verschillen van de realiteit, aangezien andere verwachte gebeurtenissen zich vaak niet voordoen zoals verwacht, en de variatie kan van materieel belang zijn.

Beperking van verspreiding van onze conclusie

Dit verslag werd uitsluitend opgemaakt ingevolge artikel 6:116 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen in het kader van de voorgestelde uitkering van een dividend aan de aandeelhouders ten bedrage van € 29.530,81 en mag niet voor andere doeleinden worden aangewend.

Gent, 16 november 2020

EY bedrijfsrevisoren BV
Commissaris
Vertegenwoordigd door



Francis Boelens *
Vennoot
* Handelend in naam van een BV